

Le monde traverse une pandémie depuis plus d'une année. Par ses choix, le gouvernement en France porte une lourde responsabilité sur la gestion calamiteuse de cette crise sanitaire, doublée d'une crise sociale. Des milliers d'emplois sont déjà supprimés et de lourdes menaces pèsent dans de nombreux secteurs.

Force est de constater que la priorité de ce gouvernement est de servir les actionnaires au détriment de la population.

Alors que l'on annonce des plans de suppression d'emploi y compris dans des entreprises ayant bénéficié d'un large soutien financier de l'État, le gouvernement fait le choix d'imposer une réforme de l'assurance-chômage amplifiant la propagation de la précarité et de la pauvreté de la population française.

Les femmes, les jeunes, les étrangers occupant les emplois les plus précaires sont et seront aussi les premiers à subir les effets de la crise économique.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Prendre des mesures de relocalisation de l'industrie pour répondre aux besoins essentiels de la population n'est pas uniquement un enjeu de sauvegarde des emplois ou de sites de production. C'est également une réponse à l'urgence des enjeux environnementaux et démocratiques.

La solidarité et l'intérêt général n'ont pas droit de citer dans le monde de la finance, et c'est bien l'exploitation économique des personnes et de la planète qui nous a menés à cette situation de pandémie et d'explosion des inégalités, rendant la situation insoutenable.

Ce constat est planétaire – car nous souffrons tous du même mal systémique. En effet le capitalisme ne survit que grâce à l'argent public qui le renfloue à chaque crise.

Pourtant d'autres choix sont possibles

C'est pourquoi ce 1er mai doit être l'expression des travailleurs en France comme partout dans le monde pour revendiquer :

• la levée des brevets sur les vaccins pour que tous les pays puissent avoir accès à la vaccination et en faire un bien commun ;

• des moyens pour l'hôpital public et pour l'ensemble du secteur des soins et de l'accompagnement ;

• des services publics de qualité et de proximité, l'arrêt des privatisations ;

• un plan national de relocalisation de l'industrie ;

• l'arrêt des licenciements et le conditionnement des aides publiques à la sauvegarde de l'emploi et de l'environnement ;

• l'augmentation des salaires et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;

• la régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers sur simple preuve de la relation de travail pour garantir l'égalité de traitement dans les entreprises ;

• la réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire accompagnée d'un vaste plan d'embauche de la jeunesse ;

• l'abandon de toutes les réformes régressives, des retraites à l'assurance-chômage ;

• la suppression de textes liberticides, tels que la loi sécurité globale et séparatisme, qui remettent en cause nos libertés fondamentales.

C'est pourquoi la CGT appelle, dans l'unité la plus large, les salarié·e·s, les privé·es d'emploi, les retraité·e·s, les étudiant·e·s, les jeunes et tou·te·s les citoyen·ne·s à défiler le 1er mai dans l'une des nombreuses manifestations en territoire pour porter leurs revendications de progrès social, international et environnemental.

fichiers:

Télécharger affiche_1er_mai_2021.pdf (1004.74 Ko)

Télécharger tract_cgt_1ermai.pdf (586.16 Ko)

Télécharger tract_inter_1ermai21_cgt_fa_fo_fsu_solidaires.pdf (209.29 Ko)

Télécharger cp_unitaire_1_er_mai_2021.pdf (573.25 Ko)

Public: Infos / actions
Infos Confédérales

- -A
- ±A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank